

ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS, ALIMENTAIRES ET
TECHNOLOGIQUES

Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin Bicêtre
Tél : 01 53 14 69 00
Fax: 01 53 14 69 99

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Consultation N°25-118

Procédure : Appel d'offres ouvert

Objet : Prestation d'assurances pour la construction de l'Institut du Cerveau de l'Enfant

Pour la période allant de la date du 01/02/2026 jusqu'au terme des garanties faisant l'objet du marché.

Le présent cahier des clauses particulières fait partie intégrante du contrat et a pour objet de définir les garanties du contrat, et ce, par dérogation à toute autre disposition contraire ou restrictive.

Il est convenu entre les parties que le présent cahier des clauses particulières prévaut sur tout autre document remis par l'assureur, sous réserve de l'ordre de prévalence des pièces précisé à l'article « Documents contractuels ».

Ce document comprend 29 pages.

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 1 sur 29

SOMMAIRE

1	ASSUREUR	4
2	SOUSCRIPTEUR	4
3	ASSURES	4
4	DISPOSITIONS GENERALES	4
4.1	Objet	4
4.2	Contexte	5
4.3	Caractéristiques de l'opération	5
4.4	Lieu d'exécution des travaux	5
5	ORGANISATION DE L'ACHAT	5
5.1	Forme du marché	5
5.2	Allotissement - fractionnement	5
5.3	Durée	5
6	DISPOSITIONS FINANCIERES	6
6.1	Taux de cotisation	6
6.2	Calcul de la cotisation définitive	6
7	DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
8	MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC	6
8.1	Changement de dénomination sociale du Titulaire	6
8.2	Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution	7
9	CERTIFICATS	7
10	FACTURATION - PAIEMENT	7
10.1	Facturation	7
10.2	Paieement	8
10.3	Avances	8
11	ASSURANCES	8
12	NANTISSEMENT ET GARANTIE	8
13	RETENUE DE GARANTIE	8
14	PENALITES - RESILIATION	9
14.1	Pénalités	9
14.2	Résiliation	9
15	LITIGES	9
16	DEROGATIONS	9
17	GARANTIE TOUS RISQUES CHANTIER	10
17.1	Définitions applicables à la garantie	10
17.2	Objet de la garantie	11
17.3	Conventions	12
17.4	Durée des garanties	14
17.5	Montant des garanties et franchise	14
17.6	Exclusions	15
17.7	Dispositions diverses	16
18	GARANTIE CCRD	17
18.1	Définitions applicables à la garantie	17
18.2	Objet de la garantie	17
18.3	Durée et délais de la garantie	18
18.4	Montant des garanties et franchise	18
18.5	Exclusions & Déchéance	19

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 2 sur 29

19	GARANTIE RCMO (PSE)	20
19.1	Définitions applicables à la garantie	20
19.2	Objet de la garantie	21
19.3	Montant des garanties et franchise	22
19.4	Formation et durée de la garantie	23
19.5	Conventions	23
19.6	Dispositions diverses	23
19.7	Exclusions	26

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 3 sur 29

1 Assureur

Nom :

Adresse :

N° de contrat :

Agent ou courtier gestionnaire :

La compagnie confie au cabinet : la gestion du contrat ainsi que l'encaissement des primes.

2 Souscripteur

APHP - HÔPITAL ROBERT DEBRE

48 Boulevard Sérurier
75019 PARIS

Agissant en qualité de maître d'ouvrage.

3 Assurés

Pour la garantie Tous risques chantier (TRC)

- Le souscripteur,
- Les Maîtres d'ouvrage délégués,
- Les Maîtres d'œuvre, notamment Architectes, BET, Ingénieurs, Techniciens ainsi que leurs sous-traitants,
- Les entreprises et leurs sous-traitants,
- Les bureaux de contrôle,
- Les fournisseurs s'ils interviennent sur le chantier,
- Les conseils, consultants, associés, mandataires, préposés, des intervenants désignés ci-dessus,
- D'une manière générale tout intervenant sur le chantier, même non désigné dans la police.

Pour la garantie Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD)

- Les personnes physiques ou morales locataires d'ouvrage, liées au maître de l'ouvrage,
- Leurs sous-traitants de tout rangs désignés ou non aux conditions particulières, à l'occasion de l'exécution de l'ouvrage objet de l'opération de construction mentionnée ci-après.

Pour la garantie Responsabilité Civile du Maître de l'Ouvrage (RCMO)

- Le souscripteur,
- Le maître de l'ouvrage,
- Pour les assurés personnes morales, leurs administrateurs, leurs dirigeants et les personnes qu'ils se sont substituées dans la Direction Générale ou qu'ils ont pu désigner, lorsqu'ils sont dans l'exercice de leurs fonctions, ou, en toute circonstance pendant leurs déplacements professionnels à l'étranger,
- Les préposés salariés ou non, dans l'exercice de leurs fonctions,

4 Dispositions Générales

4.1 Objet

Le présent marché a pour objet la prestation d'assurances pour la construction de l'Institut du Cerveau de l'Enfant, nécessaire aux besoins la Direction des Investissements et de la Maintenance du groupe hospitalo-universitaire AP-HP.Nord-Université Paris Cité :

- Solution de base : garantie Tous risques chantier (TRC) et garantie Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) ;
- Prestation supplémentaire éventuelle : garantie Responsabilité Civile du Maître de l'Ouvrage (RCMO)

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 4 sur 29

4.2 Contexte

Annoncé lors des Assises de la Santé Mentale et de la Psychiatrie en septembre 2021 par le Président de la République, l'Institut Robert-Debré du Cerveau de l'Enfant a vocation à répondre à l'ensemble des vulnérabilités de l'enfant, à mieux comprendre le cerveau en développement afin de fournir aux enfants les outils dont ils ont besoin pour leurs apprentissages, leur éducation et leur santé.

Le bâtiment sera construit au sein de l'hôpital Robert-Debré AP-HP en lien direct avec les locaux actuels. Il abritera des unités de soins et de nouvelles plateformes de recherche pour faciliter l'innovation et l'excellence. Il se situera au Nord-Est de l'hôpital entre le boulevard périphérique parisien et le réservoir d'eau des Lilas.

Le futur bâtiment intégrera les activités ambulatoires de l'hôpital Robert-Debré AP-HP (consultations et hôpitaux de jour) en lien avec les activités de neurodéveloppement : pédopsychiatrie, génétique clinique, neurologie, néonatalogie, ORL et ophtalmologie, des explorations fonctionnelles, de l'imagerie, le Centre d'Investigation Clinique et des surfaces dédiées aux unités de recherche de l'hôpital.

Ce projet est porté par l'AP-HP, l'Inserm, l'Université Paris Cité, le CEA et l'Institut Pasteur.

4.3 Caractéristiques de l'opération

Désignation : Construction d'un bâtiment à R+3 sur 2 niveaux de sous-sol (surface créée : 13948 m²), Il disposera d'activités de consultation, d'hôpitaux de jour, d'une IRM et de plateaux de recherche.

Coût prévisionnel TTC : 45 000 000 €




Durée prévisionnelle : 27 mois

Début des travaux : T1 2026

Réception des travaux : T2 2028

La maîtrise d'œuvre de ce projet est assurée par le cabinet d'architecture AIA life designers.

Des prestataires intellectuels sont chargés des missions suivantes :

-  Société SOCOTEC assure une mission de contrôleur technique
-  Société COBALT COPREV assure une mission de coordination, sécurité et protection de la santé
-  Société ARTELIA assure l'ordonnancement, le pilotage et la coordination du projet

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification au titulaire jusqu'à la fin de la période de garantie maintenance de site et maintenance construction.

Le calendrier prévisionnel de la construction sera de 27 mois comprenant la période de préparation et de 12 mois de garantie pour les maintenances (constructeur et site).

Ce marché est composé d'une solution de base pour les assurances tous risques chantiers et contrat collectif de responsabilité décennale et d'une prestation supplémentaire éventuelle obligatoire pour la responsabilité civile du maître d'ouvrage.

4.4 Lieu d'exécution des travaux

Le lieu d'exécution des travaux sera situé sur une parcelle de l'hôpital Robert Debré sis au 48, Boulevard Sérurier 75019 PARIS.

5 Organisation de l'achat

5.1 Forme du marché

Le présent marché est un marché simple.

5.2 Allotissement - fractionnement

Le marché n'est pas alloti.

5.3 Durée

Le marché est conclu pour la période allant de la date du 01/02/2026 jusqu'au terme des garanties faisant l'objet du marché.

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 5 sur 29

6 Dispositions financières

6.1 Taux de cotisation

La cotisation nette hors taxes – prix des prestations d'assurance comprenant le coût technique du risque augmenté des frais d'acquisition et d'administration – est fixée dans l'acte d'engagement ainsi que le chargement fiscal correspondant à la nature des risques garantis.

Le montant de la cotisation peut être fixé sur une base provisoire. Il fait l'objet d'une régularisation destinée à rétablir le montant définitif lors de la fourniture du Décompte Général Définitif. Les modalités de fixation de la cotisation provisoire ou provisionnelle (cotisation provisoire = taux x enveloppe prévisionnelle) et de la cotisation définitive (cotisation définitive = taux x Décompte Général Définitif) sont précisées dans le Cahier des Charges.

A cet effet, l'AP HP s'engage à déclarer :

- Le coût total prévisionnel de la construction sur lequel sera perçue la cotisation provisoire,
- Dans les deux mois de l'arrêté des comptes définitifs de la construction le coût total définitif de l'opération de construction d'après lequel sera calculé, s'il y a lieu, le complément de cotisation résultant de la différence entre la cotisation définitive et la cotisation provisoire.

6.2 Calcul de la cotisation définitive

Les taux accordés pour le calcul de la cotisation sont fermes.

La cotisation définitive est calculée sur l'assiette du Décompte Général Définitif (D.G.D.).

A compter d'un délai de trois mois suivant la date de réception du Décompte Général Définitif, l'Assureur s'oblige à remettre à l'Assuré l'avenant de régularisation fixant le coût définitif du marché d'assurance.

7 Documents contractuels

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de disposition contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, et ses annexes financières et techniques, notamment la décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF)
- Les observations éventuelles formulées sur le présent cahier des clauses particulières et présentées en annexe à l'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses particulières ;
- Les conventions spéciales de la Compagnie, le cas échéant ;
- Les conditions générales de la compagnie.

8 Modification du marché public

8.1 Changement de dénomination sociale du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à ACHAT dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

ACHAT - Madame la Directrice
CHU Bicêtre
78, Rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale.

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 6 sur 29

- Changement de statut juridique
- Changement de références bancaires
- Changement d'adresse

Un certificat administratif est alors établi par ACHAT.

8.2 Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'APHP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

9 Certificats

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les Titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

10 Facturation – Paiement

10.1 Facturation

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le Code APE ;
- Le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- Le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928 ;
- Le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- Le numéro de marché ;
- La récapitulation du montant des décomptes périodiques
- L'incidence de la T.V.A.
- Le montant du solde à verser au titulaire.

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 7 sur 29

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

10.2 Paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

10.3 Avances

Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficiant d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé au taux minimal de 5% prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

11 Assurances

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

12 Nantissement et garantie

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

13 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 8 sur 29

14 Pénalités – Résiliation

14.1 Pénalités

En cas de non-respect des obligations définies au présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 euros par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché ni la somme de 45 000 euros.

14.2 Résiliation

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose les documents contractuels, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues à l'article 41 CCAG / FCS (Chapitre VI). Le Titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du Titulaire à la mise en demeure, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VI du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R243-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation du marché, elle le notifiera au Titulaire par lettre de la Directrice d'ACHAT en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

15 Litiges

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

Médiation interne au Pôle d'Intérêt Commun ACHAT : Achats Centraux, Hôteliers, Alimentaires et Technologiques

Il est possible, pour les parties au présent contrat, de saisir le médiateur interne à ACHAT concernant les difficultés dans l'exécution du présent marché.

E mail : <mailto:mediation.interne.aca@aphp.fr>

16 Dérogations

- L'article sur les durées du présent document déroge à l'article 13.1 du CCAG FCS relatif au début de la durée d'exécution du marché.
- L'article « Pénalités » du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14 du CCAG FCS relatif aux « pénalités pour retard ».
- Les articles « Certificats » et « Pénalités – Résiliation » du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dérogent à l'article 41 du CCAG FCS relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquiescement des obligations.
- L'article « Documents contractuels » déroge à l'article 4 du CCAG FCS sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 9 sur 29

17 Garantie Tous risques chantier

17.1 Définitions applicables à la garantie

17.1.1 Le chantier

Les zones allouées par le Maître d'ouvrage ou ses mandataires à l'ensemble des assurés pour mener à bien la réalisation de l'opération ainsi que tous les sites de stockage et aires de préfabrication, dans la limite de la France Métropolitaine et des pays en zone de Libre Prestation de Service (LPS).

17.1.2 Biens assurés

17.1.2.1 Les travaux neufs

L'ouvrage et les ouvrages provisoires pour autant qu'inclus dans l'assiette de prime exécutés en relation avec l'opération.

Par ouvrage, on entend la totalité des travaux :

- En ce compris les travaux préparatoires et auxiliaires de tous genres et natures ainsi que tous les matériaux et fournitures incorporés ou destinés à être incorporés à l'ouvrage, plans, dessins et maquettes ;
- Edifiés, construits, montés, fournis, installés, réparés, vérifiés ou de façon générale sur lesquels l'assuré intervient, que ces opérations soient achevées ou qu'elles soient en cours, en ce compris les contrôles et essais, de quelque nature qu'ils soient et quel que soit leur nombre ;
- Sur le chantier y compris pendant déchargement ;

17.1.2.2 Les existants

Sont appelés existants les préexistants, c'est-à-dire les biens immobiliers y compris les équipements, le cas échéant situés sur, sous, dans, contre ou à proximité immédiate du chantier, qui ne font pas partie du marché et qui sont :

- Soit la propriété du Maître d'Ouvrage au moment de la prise d'effet du contrat ;
- Soit destinés à devenir leur propriété pendant la période de construction ;

17.1.3 Sinistre

Constitue un seul et même sinistre l'ensemble des pertes ou dommages matériels consécutifs à un même évènement ou résultant d'une même cause technique.

17.1.4 Coût total de construction

Le montant des dépenses de l'ensemble des travaux et installations techniques afférents à la réalisation de l'opération de construction assurée, toutes révisions, honoraires et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris.

En aucun cas, ce coût ne peut, toutefois, comprendre les primes ou bonifications accordées par le maître de l'ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celle prévue contractuellement, ni se trouver amputé des pénalités de retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.

17.1.5 Réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage déclare accepter l'ouvrage avec ou sans réserve.

Elle est constituée par le procès-verbal faisant suite aux opérations préalables à la décision de réception.

Elle est fixée à la date d'achèvement des travaux indiquée par le maître d'ouvrage dans le procès-verbal indiqué ci-dessus.

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 10 sur 29

17.2 Objet de la garantie

Sous réserve des exclusions prévues au chapitre ci-après "Exclusions", sont garantis :

17.2.1 Dommages à l'ouvrage

17.2.1.1 Pendant la période de travaux / Montage / Essais

Les frais de réparations / de remplacement / de remise en état consécutifs à toutes pertes ou dommages matériels quelle qu'en soit l'origine atteignant les biens assurés, y compris le vol.

En cas de réceptions ou de mises en service échelonnées, sont garantis les frais de réparations consécutifs à toute perte ou tout dommage matériels atteignant les équipements, les ouvrages ou parties d'ouvrages réceptionnés ou mis en service et qui seraient directement la conséquence de l'exécution des travaux ou équipements non encore réceptionnés ou mis en service.

Il est entendu que la garantie demeure acquise en cas de mise à disposition partielle avant réception.

17.2.1.2 Pendant la période de maintenance

Sont garantis toute destruction, toute perte, tout dommage matériels atteignant les biens assurés :

- Causés par l'assuré lorsqu'il revient sur le site pour exécuter dans le cadre de ses obligations contractuelles tous travaux de finition, mise au point, rectification, réparation y compris levées de réserves ;

Sont également garantis, au titre de la garantie « maintenance constructeur », et pour les seuls équipements dont l'origine est antérieure à la réception, y compris la partie viciée, et résultant notamment d'erreur et/ou défaut de conception, erreur de plan, de calcul, vice caché, vice de matière, vice de construction, de fabrication, de montage, d'assemblage ;

17.2.2 Garanties annexes

17.2.2.1 Dommages aux existants

Pendant la période de construction sont garantis les dommages subis par les existants pendant et du fait de l'exécution des travaux neufs.

17.2.2.2 Frais de déblais et de démolition

Lorsqu'ils sont consécutifs à un sinistre indemnisable, sont également assurés les frais de démolition nettoyage, déblaiement, retirement, sauvetages nécessaires à la réparation, des biens assurés ou pour la poursuite de l'exécution de l'opération.

17.2.2.3 Mesures conservatoires ou menace grave et imminente d'effondrement

Sont garantis les frais exposés par l'assuré pour faire face à une menace grave et imminente d'effondrement ou pour prévenir l'aggravation ou l'extension d'un événement garantis par la présente police.

Pour autant que les dépenses engagées par les Assurés permettent d'éviter la survenance d'un dommage garanti et que leur montant ne soit pas supérieur au montant des dommages qui seraient survenus s'ils ne les avaient pas engagés.

17.2.2.4 Frais de réparation provisoire

Sont assurés : les frais de réparation provisoire ou de fortune qu'il est nécessaire d'engager pour permettre la poursuite normale du chantier ou pour permettre l'utilisation de l'ouvrage à la date prévue sous réserve de l'accord de l'assureur.

17.2.2.5 Honoraires des hommes de l'art

Sont garantis les honoraires des hommes de l'art : bureau d'études, d'architectes, d'ingénieurs-conseils, de consultant et tout organisme spécialisé, choisis par l'assuré et chargés des études à la réparation des biens assurés et dus en sus des prestations de Maîtrise d'œuvre inhérentes à ladite réparation.

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 11 sur 29

17.2.2.6 Honoraires d'expert

Sont garantis les frais et honoraires d'expert que l'assuré aura lui-même choisi et nommé, sur justificatifs des sommes payées.

17.2.2.7 Frais supplémentaires

Ces frais sont indemnisés à la suite de tout sinistre indemnisable par le présent contrat :

17.2.2.8 Heures supplémentaires

Sont garantis les frais d'heures et de travail exécutés en dehors des heures normales et notamment les frais de main- d'œuvre des dimanches, jours fériés et de nuit.

17.2.2.9 Frais de transport accéléré

Sont garantis les frais de transport accéléré aérien, fluvial et terrestre nécessaires pour effectuer les réparations nécessaires.

17.2.2.10 Stockage hors site

Sont indemnisés toute perte ou dommage matériels subis par les biens assurés pendant leur stockage provisoire sur des aires mises à disposition du projet ou en entrepôts.

17.2.2.11 Transport terrestre

Sont pris en charge par l'assureur ; toute perte ou dommage matériels subis par les biens assurés en cours de transport terrestre.

17.2.2.12 Frais d'inspection

Les frais de dépenses qui s'avère nécessaire d'engager par les assurés après accord des assureurs pour contrôler, inspecter, ausculter d'autres ouvrages ou parties d'ouvrages ; à la suite d'un sinistre indemnisable.

17.2.2.13 Grèves, émeutes, mouvements populaires

Sont garantis les pertes ou dommages causés à l'occasion de grèves, personnel en lock-out, émeutes, mouvements populaires, que ces actions soient concertées ou non.

17.2.2.14 Actes de terrorisme, sabotages, attentats

La garantie du présent contrat est étendue aux conséquences des actes d'attentat et de terrorisme conformément au GAREAT.

17.2.3 Catastrophes naturelles

Le contrat garantit les risques résultant d'une catastrophe naturelle en application des dispositions de la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 et de ses textes subséquents.

En application des articles L. 125-1 et suivants du Code des assurances, sont garantis les dommages matériels directs subis par les biens assurés et ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel.

La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République Française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle.

17.3 Conventions

17.3.1 Arrêt de chantier

Les garanties demeurent acquises à l'Assuré en cas d'arrêt partiel ou total non définitif des travaux qui serait dû à des intempéries ou à des congés annuels.

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 12 sur 29

Si cet arrêt est provoqué par une autre cause, la garantie demeure acquise pendant une durée de 3 mois, prolongeable au-delà sur demande de l'Assuré qui devra préalablement informer complètement l'Assureur des raisons de cet arrêt et des dispositions particulières qui sont prises sur le chantier au cours de cet arrêt.

En cas d'arrêt total définitif du chantier, le souscripteur a le devoir d'en informer l'assureur dans un délai maximum de 30 jours après quoi la police pourra être résiliée. Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité et la prime définitive due à l'Assureur résultera de l'application au prorata temporis du taux de prime prévu au contrat sur la valeur des travaux exécutés à la date de l'arrêt définitif.

17.3.2 Non-résiliation après sinistre

L'assureur et les coassureurs éventuels renoncent à exercer leur faculté de résiliation après sinistre.

17.3.3 Reprise du passé

La garantie s'applique à la partie de l'opération de construction réalisée antérieurement à la prise d'effet du contrat. Sont seuls exclus les pertes ou dommages susceptibles de relever de la garantie du contrat et dont l'assuré aurait eu connaissance à la souscription.

Il est entendu que la garantie s'applique aux pertes ou dommages survenus après la date d'effet et dont l'origine serait antérieure à la prise d'effet sous les mêmes réserves que ci-dessus.

Il appartient toujours à l'assureur d'apporter la preuve de la connaissance par l'assuré de la survenance de tels événements antérieurement à la prise d'effet de la police.

17.3.4 Abrogation de la règle proportionnelle

Il est convenu que les dispositions de l'article L.121-5 du Code des Assurances ne peuvent être invoquées et ce dans la mesure où l'assuré s'engage à déclarer à la Compagnie le montant total définitif de l'ouvrage assuré comme il est dit au Chapitre "Paiement des Primes".

17.3.5 Reconstitution de garantie

La garantie est réduite de plein droit, après sinistre, du montant de l'indemnité correspondante.

Le montant de cette garantie pourra être rétabli sur demande formulée par lettre recommandée par l'assuré, celui-ci s'engageant à payer à la date de reconstitution une prime complémentaire fixée d'un commun accord entre les parties.

Si l'assuré décide de ne pas reconstituer les capitaux, ceux réduits seront considérés comme un premier risque sans application de la Règle Proportionnelle.

17.3.6 Clause des 72 heures

Pour l'application de la franchise prévue à la police, toutes pertes ou dommages causés par des événements naturels tels que tempête, inondation, tremblement de terre ou résultant de glissement de terrain, effondrement ou autre mouvement de terrain relatifs aux dits événements, survenant pendant toute période de 72 heures consécutives et ayant comme origine le même fait générateur, seront considérés comme constituant un seul et même sinistre et taxables d'une seule franchise. Le ou les Assurés seront libres de déterminer par eux-mêmes le début de cette période de 72 heures mais en cas de dommages s'étalant sur une période plus longue, il ne pourra pas y avoir chevauchement de deux ou plusieurs périodes de 72 heures.

Rien de ce qui précède ne saurait être interprété comme limitant le droit pour l'Assuré d'être indemnisé sous déduction d'une seule franchise en cas de sinistre causé par la survenance d'un événement naturel tel que défini ci-dessus dont les effets se prolongent sans interruption sur une période de plus de 72 heures.

17.3.7 Informatique. Fichiers. Libertés

Conformément à l'Article 27 de la Loi du 06.01.78 relative à l'Informatique, aux fichiers, l'assuré peut demander à la Compagnie, communication et rectification de toute information le concernant qui

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 13 sur 29

figurerait sur tout fichier à usage de la Compagnie, de ses mandataires et des organismes professionnels concernés.

17.4 Durée des garanties

17.4.1 Période d'assurance – montage-essais

Période comprise entre le début des travaux et la date prévisionnelle de réception des ouvrages ou de mise en service industrielle des équipements ou si celles-ci sont échelonnées en tout état de cause à la plus tardive de ces dates.

17.4.2 Prorogation des garanties

Toutefois, si la période de construction s'étendait au-delà de cette date prévisionnelle, la garantie demeurerait acquise automatiquement pendant une période maximum de 6 mois et sans surprime pour les 3 mois, pour les 3 mois suivants les garanties sont automatiquement prolongées et l'assureur perçoit une prime complémentaire calculée prorata temporis calculée sur la base de la durée initiale avant prolongation.

Au-delà de cette période, l'assureur détermine après négociation les conditions tarifaires de prolongation de la garantie.

17.4.3 Période de maintenance visite et maintenance constructeur

Période commençant à la dernière date de réception et se terminant **12 mois après cette date pour la garantie « maintenance visite » et pour la garantie « maintenance constructeur ».**

17.5 Montant des garanties et franchise

17.5.1 Montant des garanties

17.5.1.1 Engagement de l'assureur

L'engagement de l'assureur est limité comme suit :

Garanties de base :

- Dommages aux ouvrages (article 15.2.1.1) : Coût total de construction soit 45 000 000 € TTC
- Maintenance visite sur ouvrages (article 15.2.1.2) : Coût total de construction ci-dessus ;
- Maintenance constructeur (article 15.2.1.2) : Coût à déterminer

Garanties annexes :

Dommages aux existants (article 15.2.2.1) :	2 000 000 €
Frais de déblais et de démolition (article 15.2.2.2) :	20% du coût total de construction
Mesures conservatoires ou menace grave et imminente d'effondrement (article 15.2.2.3) :	1 500 000 €
Frais de réparation provisoire (article 15.2.2.4) :	500 000 €
Honoraires des hommes de l'art (article 15.2.2.5) :	500 000 €
Honoraires d'expert (article 15.2.2.6) :	75 000 €
Frais supplémentaires (article 15.2.2.7) :	100 000 €
Heures supplémentaires (article 15.2.2.8) :	300 000 €
Frais de transport accéléré (article 15.2.2.9) :	300 000 €
Stockage hors site (article 15.2.2.10) :	300 000 €
Transport terrestre (article 15.2.2.11) :	500 000 €
Frais d'inspection (article 15.2.2.12) :	100 000 €
Grèves, émeutes, mouvements populaires (article 15.2.2.13) :	1 000 000 €

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 14 sur 29

L'engagement maximum de l'assureur ne saurait excéder le coût de construction des ouvrages au jour du sinistre. En conséquence, les garanties annexes constituent autant de sous-limites à la garantie de dommages aux ouvrages. **Les capitaux s'entendent épuisables pour la durée des garanties.**

17.5.1.2 Garantie des travaux supplémentaires (Eventuelle)

En cas de travaux supplémentaires, l'assureur garantit automatiquement la valeur de l'opération augmentée de ces travaux supplémentaires dans la limite d'une augmentation de 20 % par rapport au coût prévisionnel déclaré.

Cette augmentation ne saurait constituer une aggravation des risques au sens de l'article L. 113-4 du Code des assurances.

Au-delà de ce montant, il appartiendra au souscripteur d'en faire la déclaration à l'assureur afin de définir de nouvelles conditions de garanties.

17.5.2 Franchises par sinistre

Franchise de base : 15 000 € / sinistre

17.6 Exclusions

Les exclusions suivantes remplacent celles énoncées dans les Conditions Générales et doivent seules être prises en compte.

17.6.1 EXCLUSIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES GARANTIES

17.6.1.1 LES PERTES OU DOMMAGES OCCASIONNES PAR LA GUERRE CIVILE OU ETRANGERE.

17.6.1.2 LES PERTES OU DOMMAGES OCCASIONNES PAR LA DESINTEGRATION DU NOYAU ATOMIQUE, C'EST-A-DIRE LES PERTES OU DOMMAGES DE TOUTE NATURE RESULTANT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT D'EXPLOSION DE CHALEUR, D'IRRADIATIONS, OU DE CONTAMINATION PROVENANT D'UNE TRANSMUTATION DU NOYAU DE L'ATOME ET/OU DE LA RADIOACTIVITE OU RESULTANT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT DE RADIATIONS PROVOQUEES PAR L'ACCELERATION ARTIFICIELLE DE PARTICULES ATOMIQUES.

PAR DEROGATION PARTIELLE A CE QUI PRECEDE, NE SONT PAS EXCLUS LES DOMMAGES CAUSES PAR LES SOURCES DE RAYONNEMENTS IONISANTS UTILISEES OU DESTINEES A ETRE UTILISEES HORS D'UNE INSTALLATION NUCLEAIRE, DONT L'ASSURE A LA PROPRIETE, LA GARDE OU L'USAGE ET DETENUE DANS UN ETABLISSEMENT NON-CLASSE AU SENS DE LA LOI (SOURCES CLASSEES PAR LA CIREA : S1, S2 ET L1, L2).

17.6.1.3 LES PERTES OU DOMMAGES CAUSES INTENTIONNELLEMENT PAR LES REPRESENTANTS LEGAUX DE L'ASSURE OU AVEC LEUR COMPLICITÉ.

176.1.4 LES PERTES OU DOMMAGES DUS A L'USURE, LA CORROSION, LA ROUILLE, OU UNE DETERIORATION PROGRESSIVE, OU A DES RAYURES SUR DES SURFACES PEINTES OU POLIES ; étant entendu que restent garantis :

- Les pertes ou dommages extérieurs à la partie directement atteinte par ledit phénomène progressif qui en est à l'origine ;
- Les pertes ou dommages même DIRECTS ; consécutifs à un événement accidentel.

17.6.1.5 LES FRAIS EXPOSES EN VUE DE CORRIGER UN DEFAUT DE CONCEPTION, DE MATIERE OU UNE MALFAÇON, UNE PANNE OU UN DERANGEMENT MECANIQUE OU ELECTRIQUE, AINSI QUE TOUS FRAIS EXPOSES EN VUE D'AMELIORER OU DE MODIFIER LA CONCEPTION, LA MATIERE OU LA MALFAÇON OU D'APPORTER UN PERFECTIONNEMENT QUELCONQUE.

Il est entendu que la garantie couvrira LES FRAIS DE REPARATION OU DE REMPLACEMENT DES BIENS ASSURES, les pertes ou dommages qui résulteraient des défauts de conception, matière ou malfaçon, panne ou dérangement y compris la partie défectueuse ou brisée elle-même.

17.6.1.6 LES PERTES DE JOUISSANCE, LES PREJUDICES IMMATERIELS AINSI QUE LES PENALITES CONTRACTUELLES.

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 15 sur 29

17.6.1.7 LES PERTES OU MANQUANTS DECOUVERTS LORS D'UN INVENTAIRE.

17.6.1.8 LES PERTES OU DOMMAGES ATTEIGNANT LES BIENS ASSURES LORSQUE LE SINISTRE TROUVE SON ORIGINE DANS LA CAUSE DES RESERVES ECRITES EMISES PAR LE BUREAU DE CONTROLE OU LE MAITRE D'ŒUVRE, SI CES RESERVES N'ONT PAS ETE LEVEES OU S'IL EST PROUVE, A DIRE D'EXPERT, QUE L'ASSURE CONCERNE PAR CES RESERVES N'A PAS MIS LA DILIGENCE NECESSAIRE POUR REALISER LES ACTIONS PERMETTANT LADITE LEVEE DES RESERVES.

17.6.1.9 SAUF DISPOSITIONS SPECIALES MENTIONNEES DANS LA POLICE, LES PERTES OU DOMMAGES SUBIS PAR LES ENGINS DE CHANTIER, LES INSTALLATIONS DE CHANTIER OU LES MATERIELS DE CHANTIER SONT EXCLUS DE L'APPLICATION DE LA GARANTIE.

17.6.1.10 SONT EXCLUS TOUS DOMMAGES D'INCENDIE, FOUDRE, EXPLOSION COUVERTS PAR UNE POLICE "MULTIRISQUES" SUR LES PARTIES RECEPTIONNEES,

17.6.1.11 LES DOMMAGES SUBIS PAR DES PROTOTYPES

17.6.1.12 LES PERTES OU DOMMAGES CAUSES PAR UNE PANNE DES SYSTEMES D'ASSECHEMENT SI L'ASSURE N'AVAIT PAS PREVU DES MOYENS DE SECOURS A HAUTEUR DE 100 %

17.6.2 EXCLUSIONS DE LA GARANTIE DE MAINTENANCE

17.6.2.1 SONT EXCLUS LES PERTES OU DOMMAGES ATTEIGNANT LES BIENS ASSURES ET RESULTANT D'INCENDIE, DE LA FOUDRE OU D'UNE EXPLOSION.

17.6.2.2 SONT EXCLUS LES DOMMAGES A L'OUVRAGE DE LA NATURE DE CEUX DONT SONT RESPONSABLES LES CONSTRUCTEURS AU TITRE DE L'ARTICLE 1792 ET SUIVANTS et 2270-2 DU CODE CIVIL.

17.6.3 EXCLUSIONS SPECIFIQUES A LA GARANTIE EXISTANTS

17.6.3.1 SONT EXCLUS LES PERTES OU DOMMAGES MATERIELS SUBIS PAR LES EXISTANTS QUI RESULTERAIENT DE LEUR VICE PROPRE.

17.6.3.2 LES DOMMAGES CAUSES PAR L'INCENDIE, LA FOUDRE, L'EXPLOSION SUR LES EXISTANTS, sauf mention contraire.

17.7 Dispositions diverses

17.7.1 Renonciation à recours

L'assureur du présent contrat renonce à tout recours contre les assurés et assureurs des assurés désignés ci-dessus.

Les assureurs pourront exercer un recours contre les fournisseurs n'intervenant pas sur le chantier après préfinancement de la réparation des dommages.

17.7.2 Règlement des sinistres

Dès la survenance d'événements susceptibles de mettre en jeu les garanties du contrat, l'assuré doit informer l'assureur et prendre toutes dispositions utiles pour protéger les biens assurés.

L'assureur s'engage à instruire immédiatement le sinistre sur la base du rapport déposé par les experts et à verser l'indemnité correspondante au coût de la réparation.

L'indemnité s'apprécie au coût réel de la réparation au moment où celle-ci est exécutée.

Par réparation, il faut entendre tous travaux et études qu'il convient de réaliser après la survenance de pertes ou dommages pour réparer, remettre en état, remplacer ou reconstruire à l'identique.

Si la réparation, la remise en état, le remplacement ou la reconstruction à l'identique n'est pas possible, par réparation il faut entendre tous travaux qu'il conviendrait de réaliser pour que l'ouvrage ou la partie d'ouvrage sinistrée redeviennent conforme à sa destination avec un niveau de qualité ou des performances techniques équivalentes dans la limite de 140 % du montant initial de la partie endommagée.

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 16 sur 29

En cas de sinistre avec réparation impossible, l'indemnité sera calculée sur la base du coût de l'ouvrage d'origine indexé à la date du sinistre.

Les assureurs indemniseront le Maître d'ouvrage à moins que ce dernier n'autorise le paiement à toute autre personne ayant intérêt dans la présente assurance et ensuite n'exerce le recours, le cas échéant, selon les modalités prévues.

18 Garantie CCRD

18.1 Définitions applicables à la garantie

18.1.1 Contrats individuels

Les contrats d'assurance de responsabilité décennale qui constituent une garantie de première ligne, bénéficiant aux assurés désignés aux conditions particulières, et dont les limites constituent une franchise absolue au-delà de laquelle intervient la couverture délivrée à leur profit par le présent contrat.

18.1.2 Sinistre

L'ensemble des dommages résultant d'une même cause technique et ayant pour effet d'entraîner la garantie de l'assureur. Constitue un seul et même sinistre l'ensemble des dommages résultant d'une même cause technique.

18.1.3 Coût total de construction

Le montant des dépenses de l'ensemble des travaux et installations techniques afférents à la réalisation de l'opération de construction assurée, toutes révisions, honoraires et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris.

En aucun cas, ce coût ne peut, toutefois, comprendre les primes ou bonifications accordées par le maître de l'ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celle prévue contractuellement, ni se trouver amputé des pénalités de retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.

18.1.4 Réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage déclare accepter l'ouvrage avec ou sans réserve.

Elle est constituée par le procès-verbal faisant suite aux opérations préalables à la décision de réception.

Elle est fixée à la date d'achèvement des travaux indiquée par le maître d'ouvrage dans le procès-verbal indiqué ci-dessus.

18.2 Objet de la garantie

18.2.1 Nature de la garantie

La garantie a pour objet de couvrir le paiement des travaux de réparation de l'ouvrage à la réalisation duquel les assurés ont contribué, ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisible, au sens du II de l'article L.243-1-1 du Code, lorsque leur responsabilité de l'un ou plusieurs assurés est engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code civil à propos de travaux de construction, et dans les limites cette responsabilité.

Les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontages éventuellement nécessaires.

18.2.2 Termes et conditions relatifs à l'application de la garantie

Le contrat collectif de responsabilité décennale constitue une garantie autonome qui n'a pas vocation à pallier les défaillances de garantie des contrats d'assurance individuels. Elle ne se substitue en aucun cas à l'assurance de dommages-ouvrage ou aux contrats d'assurance individuels.

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 17 sur 29

En conséquence :

- Le contrat collectif de responsabilité décennale n'intervient pas pour compléter ou pallier une absence de garantie ou un défaut d'assurance pour quelque cause que ce soit, des contrats d'assurance individuels,
- Les franchises contractuelles prévues par les contrats d'assurance individuels restent en tout état de cause applicables et payables par leur souscripteur,
- Le contrat collectif de responsabilité décennale n'a pas vocation à intervenir en préfinancement.

Il découle des termes et des conditions précédentes, les modalités de gestion suivantes :

- Les contrats d'assurance individuels des assurés responsables interviennent au titre de leurs garanties en fonction de la répartition des responsabilités en deçà des franchises absolues fixées par le contrat collectif de responsabilité décennale.
- Le contrat collectif de responsabilité décennale intervient au-delà.

18.3 Durée et délais de la garantie

La garantie CCRD couvre, pour la durée de la responsabilité pesant sur les Assurés en vertu des articles 1792 et suivants du Code Civil, les travaux de construction de l'opération objet du présent marché.

La garantie afférente à ces travaux est maintenue dans tous les cas pour la même durée, sans paiement de prime subséquente.

- Le présent marché d'assurances prendra effet à compter de sa date de notification au titulaire.
- La garantie prendra effet à compter de la réception de l'ouvrage.

18.4 Montant des garanties et franchise

18.4.1 Montant des garanties

La garantie couvre le paiement des travaux de réparation de l'ouvrage ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L.243-1-1 du Code des assurances.

Il est précisé que le montant de la garantie décennale obligatoire est égal au coût total définitif de la construction

HT déclaré par le souscripteur, étant précisé que doivent être déduits les lots ou travaux et honoraires hors objet des garanties.

Ce montant est accordé pour toute la durée de la garantie pesant sur les assurés en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. La garantie est maintenue dans tous les cas pour la même durée.

La garantie décennale s'exerce au-delà des montants de garantie des locataires d'ouvrages suivant :

- 10 000 000 € par sinistre pour les titulaires des travaux incluant la structure ou le gros œuvre ou des marchés passés en entreprise générale.
- 6 000 000 € par sinistre pour les titulaires des travaux des autres corps d'état.
- 3 000 000 € par sinistre pour les marchés de conception (architecte, maîtrise d'œuvre, BET) et de contrôle technique.

En cas d'augmentation de la valeur des travaux, l'assureur garantit automatiquement la valeur réelle des travaux dans la limite d'une augmentation de **20 %** par rapport au montant prévisionnel déclaré au contrat (point 1.4) pour autant que cette augmentation ne résulte pas d'une modification de la nature du projet et dans la mesure où ces travaux figurent dans la déclaration du décompte définitif.

Cette augmentation ne saurait constituer une aggravation des risques au sens de l'article L. 113-4 du Code des assurances.

Au-delà de ce montant, il appartiendra au souscripteur d'en faire la déclaration à l'assureur afin de définir de nouvelles conditions de garanties.

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 18 sur 29

18.4.2 Franchise absolue

Au regard de chacun des intervenants à l'opération de construction, assujettis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale et qui ont la qualité d'assurés au titre du contrat collectif, le présent contrat intervient au-delà d'une franchise absolue, opposable à tous pour l'application du présent contrat de :

Assurés	Franchise absolue par sinistre
Locateurs d'ouvrage titulaires d'un marché de travaux concernant la structure et le gros œuvre,	10 000 000 €
Locateurs d'ouvrage titulaires d'un marché de travaux autre que structure et gros œuvre,	6 000 000 €
Maîtres d'œuvre, Bureaux d'étude, Architectes, Ingénieurs conseil... Constructeur non réalisateur Contrôleur technique Fabricant d'EPERS	3 000 000 €

Assurance RCD de première ligne des locateurs d'ouvrages : Le souscripteur déclare que les constructeurs avec lesquels il contracte sont valablement assurés en Responsabilité civile décennale à hauteur des montants de franchises absolues figurant ci-dessus.

18.4.3 Epuisement et reconstitution de la garantie décennale obligatoire

Le montant de la garantie décennale obligatoire sera automatiquement réduit des sommes versées en cas de sinistre, de telle sorte que l'assureur ne puisse être engagé au-delà de ces montants pour l'ensemble des sinistres survenant pendant la durée de la garantie.

Le montant de la garantie décennale obligatoire pourra être reconstitué sur demande du souscripteur ou de toute autre personne ayant intérêt à la conservation de la construction, sous condition du versement d'un complément de cotisation dont le montant sera fixé par avenant.

Cette reconstitution pourra être accordée uniquement si elle est demandée au plus tard dans le délai d'un mois suivant la date de versement de l'indemnité ou de la dernière fraction d'indemnité.

18.5 Exclusions & Déchéance

18.5.1 Exclusions

LA GARANTIE NE S'APPLIQUE PAS AUX DOMMAGES RESULTANT EXCLUSIVEMENT :

- **DU FAIT INTENTIONNEL OU DU DOL DU SOUSCRIPTEUR OU DE L'ASSURE,**
- **DES EFFETS DE L'USURE NORMALE, DU DEFAUT D'ENTRETIEN OU DE L'USAGE ANORMAL,**
- **DE LA CAUSE ETRANGERE.**

18.5.2 Déchéance

L'ASSURE EST DECHU DE TOUT DROIT A GARANTIE EN CAS D'INOBSERVATION INEXCUSABLE DES REGLES DE L'ART, TELLES QU'ELLES SONT DEFINIES PAR LES REGLEMENTATIONS EN VIGUEUR, LES NORMES FRANÇAISES HOMOLOGUEES OU LES NORMES PUBLIEES PAR LES ORGANISMES DE NORMALISATION D'UN AUTRE ETAT MEMBRE DE L'UNION EUROPEENNE OU D'UN AUTRE ETAT PARTIE A L'ACCORD SUR L'ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN, OFFRANT UN DEGRE DE SECURITE ET DE PERENNITE EQUIVALENT A CELUI DES NORMES FRANÇAISES.

POUR L'APPLICATION DE CETTE DECHEANCE, IL FAUT ENTENDRE PAR ASSURE, SOIT LE SOUSCRIPTEUR PERSONNE PHYSIQUE, SOIT LE CHEF D'ENTREPRISE OU LE REPRESENTANT STATUTAIRE DE L'ENTREPRISE S'IL S'AGIT D'UNE ENTREPRISE INSCRITE AU REPERTOIRE DES METIERS, SOIT LES REPRESENTANTS LEGAUX OU DUMENT MANDATES DE L'ASSURE LORSQUE CELUI-CI EST UNE PERSONNE MORALE.

CETTE DECHEANCE N'EST PAS OPPOSABLE AUX BENEFICIAIRES DES INDEMNITES.

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 19 sur 29

19 Garantie RCMO (PSE)

19.1 Définitions applicables à la garantie

19.1.1 Activités garanties

Toutes prestations relatives à la qualité de maître de l'ouvrage et toutes activités annexes et/ou connexes et par exemple : toute mission administrative, juridique, financière, fiscale, comptable ou commerciale dans le cadre de la réalisation de construction que vous assumez partiellement ou totalement (y compris en qualité de maître d'ouvrage délégué ou d'assistant à maître d'ouvrage).

19.1.2 Tiers

Tout autre personne que l'Assuré mis en cause.

Les préposés, salariés ou non, dans l'exercice de leurs fonctions, pour les dommages autres que ceux réparés au titre de la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, ainsi que pour les recours qu'eux-mêmes, leurs ayants droit, les caisses de Sécurité Sociale ou tout organisme français ou étranger seraient en droit d'exercer.

Les assurés possèdent la qualité de tiers entre eux, sauf en ce qui concerne les dommages immatériels non consécutifs.

19.1.3 Sinistre

Constitue un sinistre toute réclamation faite à l'assuré. Constitue un seul et même sinistre toutes les réclamations relatives à un même évènement.

19.1.4 Dommages

19.1.4.1 Dommages corporels

Toute atteinte physique et morale subie par un être humain et les préjudices qui en découlent.

19.1.4.2 Dommages matériels

Toute détérioration, altération, disparition ou destruction d'un bien ou d'une substance ou d'un animal ou le fait de rendre impropre à sa destination.

19.1.4.3 Dommages immatériels

Tout préjudice pécuniaire ne répondant pas à la définition des dommages corporels ou matériels, notamment celui résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble ou de la perte d'un bénéfice.

- **Dommages immatériels consécutifs** : tout dommage consécutif à un dommage matériel garanti et ne répondant pas à la définition des dommages corporels ou matériels.
- **Dommages immatériels non consécutifs** : tous dommages immatériels autres que ceux définis ci-dessus.

19.1.5 Opération de construction

L'ensemble des travaux y compris démolitions et ouvrages exécutés pour la réalisation de l'opération de construction désignée dans la présente police.

19.1.6 Réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage déclare accepter l'ouvrage avec ou sans réserve les travaux ou les ouvrages exécutés dans le cadre de l'opération de construction.

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 20 sur 29

19.1.7 Atteinte à l'environnement

Par « atteinte à l'environnement », on entend :

- L'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux,
- La production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de température, d'ondes, radiations, rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage, de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources biologiques et aux écosystèmes, à porter atteinte ou à gêner des agréments ou d'autres utilisations légitimes de l'environnement.

19.1.8 Atteinte accidentelle à l'environnement

L'atteinte à l'environnement qui a été provoquée par un événement soudain et fortuit et qui ne se manifeste pas de façon lente, graduelle, progressive ou chronique.

19.1.9 Avoisinants

Bien immeuble dont l'assuré n'est ni propriétaire, ni locataire, ni gardien, ni occupant à quelque titre que ce soit, situé en tout ou partie sur, contre ou à proximité du terrain ou des immeubles faisant l'objet de la construction.

19.1.10 Franchise

Toute somme que l'assuré supporte personnellement sur chaque sinistre et au-delà de laquelle s'applique les montants assurés.

19.1.11 Réclamation

La mise en cause amiable ou judiciaire de la responsabilité civile de l'Assuré par le tiers lésé.

Est assimilée à une réclamation la déclaration faite par l'Assuré au titulaire et résultant d'un fait dommageable, avant la résiliation ou l'expiration de la garantie, d'un dommage causé à tiers identifié, susceptible d'être pris en charge par le présent contrat.

19.2 Objet de la garantie

Sous réserve des exclusions prévues au chapitre ci-après "Exclusions", sont garantis :

19.2.1 Garantie de base

La présente garantie a pour objet de garantir l'assuré pour l'opération de construction indiquée dans le présent cahier des clauses particulières contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber dans le cadre des activités mentionnées à raison de dommages causés aux tiers sans autres exclusions que celles figurant dans le présent cahier des clauses particulières.

La garantie s'exerce :

- Quelle que soit la nature de la responsabilité engagée (délictuelle, quasi-délictuelle, contractuelle, administrative),
- Quel que soit le fondement juridique invoqué,
- Quel que soit le tribunal compétent, français, européen, international ou arbitral,
- Quelle que soit la nature des contrats et des obligations conclus par l'Assuré ou des garanties qu'il a accordées.

La garantie s'étend notamment :

- Aux conséquences de toutes conventions, comportant transfert de responsabilité ou renonciation à recours, conclues par l'assuré et, notamment et non limitativement :

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 21 sur 29

- L'Etat, l'Administration, les collectivités locales, les organismes publics ou semi-publics ;
 - Toute société du groupe SNCF ;
- A la responsabilité civile encourue par l'assuré en cas de pertes, vols, destruction involontaire de pièces et documents confiés à l'assuré dans le cadre de ses activités.
 - Au bénéfice des associations ou organismes divers, tels que les offices de tourisme, les services techniques de l'assuré maître d'ouvrage collaborant aux visites de chantiers organisées par le maître d'ouvrage, la notion de tiers ou d'autrui étant maintenue entre ces assurés.

Pour les seuls dommages engageant la responsabilité civile de l'assuré dans le cadre de l'opération objet du contrat.

19.2.2 Garantie atteinte accidentelle à l'environnement

Cette garantie s'étend également au paiement des conséquences pécuniaires des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers lorsque, pour la réalisation de l'opération définie dans le présent cahier des clauses particulières, la responsabilité de l'assuré est engagée sur quelque fondement juridique que ce soit, au titre d'une atteinte à l'environnement d'origine accidentelle.

19.2.3 Référé Provision

La garantie s'étend également au versement des avances de fonds (provisions) mises à la charge de l'assuré par le juge des référés, dans le cadre de mesures conservatoires s'imposant pour prévenir un dommage imminent ou pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Ces sommes ne constituent pas une charge définitive pour l'assureur, elles doivent être remboursées à l'assureur par l'assuré dès que le jugement sur le fonds est rendu en dernier ressort et au plus tard, cinq ans après leur versement. En cas de dénonciation ou de résiliation du contrat, ces sommes sont exigibles au plus tard à la date d'effet de cette dénonciation ou de cette résiliation.

19.3 Montant des garanties et franchise

Les montants de garantie ci-dessous constituent la limite de l'engagement de l'assureur quel que soit le nombre de personnes bénéficiant de la qualité d'Assuré impliquées dans un sinistre.

Il est par ailleurs précisé que :

- Les frais de défense directement liés aux sinistres sont compris dans les montants de garantie ci-après,
- Les montants de garanties sont accordés en excédent des franchises mentionnées ci-dessous.

19.3.1 Montant des garanties

19.3.1.1 Responsabilité civile maître de l'ouvrage

Tous dommages corporels, matériels et immatériels : **5 000 000 €**

Dont :

- Dommages immatériels non consécutifs : **1 500 000 €**
- Atteintes accidentelles à l'environnement : **500 000 €**

Le montant des garanties s'entend par sinistre avant réception des ouvrages et par sinistre et pour la durée de la garantie subséquente après la date de réception des ouvrages.

19.3.1.2 Garantie annexe de défense recours

Défense Pénale et Recours : **75 000 €**

Ces garanties s'exercent sans franchise et sans seuil d'intervention.

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 22 sur 29

19.3.2 Franchises par sinistre

Dommages corporels : Néant

Autres : 10 000 € par sinistre

19.4 Formation et durée de la garantie

19.4.1 Date d'effet de la garantie

Date d'ouverture du chantier ou date de notification du marché si postérieure.

19.4.2 Durée de la garantie

Le contrat est conclu pour la durée du projet telle que fixée aux conditions particulières.

En cas de prolongation, de la durée de garantie :

- Le contrat est automatiquement prolongé pour une durée de 3 mois et sans surprime,
- Au-delà de ces 3 mois, le contrat est prolongé pour une durée de 3 mois moyennant une prime « prorata temporis »
- Au-delà de ces 6 premiers mois l'Assureur s'engage à prolonger les garanties moyennant des conditions financières à déterminer.

19.4.3 Application dans le temps

La garantie s'applique pour tous les sinistres dont l'assuré a eu connaissance à compter de la date d'effet, même si les prestations ou travaux de l'assuré sont antérieurs à cette date, et jusqu'à l'expiration d'un délai subséquent qui s'écoule à compter de la date de résiliation ou de l'expiration du contrat ou de la garantie, selon les dispositions prévues à l'article L.124-5 alinéa 4 du Code.

Le délai subséquent de maintien des garanties après résiliation ou expiration de votre contrat ou de la garantie est fixé à 10 ans.

La garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu par l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'Assuré avait eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

19.5 Conventions

19.5.1 Non-résiliation après sinistre

L'assureur et les coassureurs éventuels renoncent à exercer leur faculté de résiliation après sinistre.

19.5.2 Abrogation règle proportionnelle

Il est convenu que les dispositions de l'article L.121-5 du Code des Assurances ne peuvent être invoquées et ce dans la mesure où l'assuré s'engage à déclarer à la Compagnie le montant total définitif de l'ouvrage assuré comme il est dit au Chapitre "Paiement des Primes".

19.5.3 Epuisement des garanties

Chaque montant de garantie est réduit de la valeur de chaque règlement à la date de ce dernier, quel qu'en soit le bénéficiaire ou l'assuré au profit duquel s'exerce la garantie mise en jeu, et quelle que soit celle-ci lorsque le montant de garantie est commun à plusieurs garanties.

Les frais de procès, de quittance, d'expertise et autres frais de règlement ne viennent pas en déduction du montant de la garantie. Cependant, en cas de condamnation dont le principal est supérieur au montant de garantie disponible, ces frais sont supportés en commun par l'assureur et par l'assuré dans la proportion de la part de principal incombant à chacun dans la condamnation.

19.6 Dispositions diverses

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 23 sur 29

19.6.1 Renonciation à recours

L'assureur du présent contrat renonce à tout recours contre les assurés et assureurs des assurés désignés ci-dessus.

Les assureurs pourront exercer un recours contre les fournisseurs n'intervenant pas sur le chantier après préfinancement de la réparation des dommages.

Etant entendu qu'il est également renoncé à recours contre toutes entreprises et leurs assureurs intervenant sur le chantier, y compris pour les prestations des travaux qui ne seraient pas compris dans l'assiette de prime du présent contrat.

19.6.2 Que faire en cas de sinistre

19.6.2.1 Déclaration de sinistre

L'assuré s'engage à déclarer tout sinistre à l'assureur dans un délai de 30 jours à partir du moment où le service assurance du souscripteur en a eu connaissance. Toute déclaration de sinistre faite au courtier sera réputée faite à l'assureur.

L'assuré ne sera tenu de transmettre à l'assureur que les réclamations qui lui semblent de nature à mettre effectivement en jeu la garantie du contrat. Si certaines de ces réclamations reçues par l'assuré et non transmises aux assureurs, notamment compte tenu du montant de la franchise, se révélaient ultérieurement de nature à faire jouer le contrat d'assurance et étaient alors adressées, les assureurs renonceraient à en faire grief à l'assuré.

Par ailleurs, et si pour quelques raisons que ce soient, l'assuré omettait de déclarer le sinistre, dans le délai fixé ci-dessus, l'assureur renonce à lui opposer une quelconque déchéance et ne pourra que lui réclamer une indemnité proportionnée au préjudice que ce retard lui a causé.

Il est entendu que dans la mesure où l'assuré, en accord avec l'assureur a procédé au règlement à l'étranger de l'indemnité mise à sa charge, celle-ci lui sera remboursée à concurrence de sa contre-valeur en Euros au cours officiel du jour où l'assuré aura effectué le règlement.

19.6.2.2 Communication des informations nécessaires au sinistre déclaré

L'assuré doit faire parvenir, sans délai, toutes pièces et informations se rapportant au sinistre déclaré.

19.6.2.3 Mesures de sauvegarde

L'assuré doit prendre toutes les mesures en son pouvoir pour limiter l'importance du sinistre.

19.6.3 Expertise, défense et règlements des indemnités

19.6.3.1 Expertise

L'assureur se réserve la possibilité de désigner un expert.

A la demande de l'Assuré, l'assureur communiquera le rapport de l'expert qu'il a désigné et celui de l'expert intervenant en exécution d'une décision de justice.

19.6.3.2 Défense civile, administrative

L'assureur s'engage à rembourser les frais de défense engagés par l'assuré devant toute juridiction lorsqu'il est cité ou assigné à la suite d'un dommage garanti, même partiellement, par le présent contrat et alors même que les intérêts civils auraient été réglés par l'assureur.

En cas de doute sur l'engagement de garantie, l'assureur en avisera immédiatement l'assuré, mais assumera cependant ses frais de défense dans l'attente de tous faits ou éléments nouveaux qui devront être portés à sa connaissance pour lui permettre de prendre une position définitive.

D'un commun accord entre les parties, l'assureur aura la possibilité d'associer ou de désigner son propre avocat en vue de la défense de ses intérêts.

L'assuré devra transmettre à l'assureur, dès la déclaration du sinistre, tous avis, lettres, convocations, assignations actes extra judiciaires et pièces de procédure qui lui seraient adressées, remis ou signifiés (à

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 24 sur 29

lui-même ou à ses préposés).

Faute pour lui de remplir tout ou partie de cette obligation (sauf en cas fortuit ou cas de force majeure) l'assureur pourra réclamer une indemnité proportionnée au dommage que le manquement de l'assuré pourra lui causer.

Les frais de défense ci-avant évoqués comprennent les frais et honoraires d'enquête, d'instruction, d'expertise et d'avocat ainsi que les frais judiciaires et d'exécution des jugements exécutoires.

Les frais de procès, de quittance et autres frais de règlement ne viennent pas en déduction du montant de la garantie.

19.6.3.3 Défense pénale et Recours

L'avocat choisi par l'assuré est mandaté par l'assureur dans le cadre des prestations garanties énoncées ci-après.

➡ Objet de la garantie

L'assureur accorde son assistance et garantit le paiement des honoraires des mandataires (avocats, avoués, huissiers, experts) et de tous autres frais nécessaires :

- a) Pour assurer la défense de l'assuré ou de ses préposés devant les juridictions répressives et les commissions administratives s'il est poursuivi à la suite d'un sinistre garanti en vertu du présent contrat ;
- b) Pour obtenir des responsables, à l'amiable et au besoin judiciairement, la réparation pécuniaire des dommages éprouvés à la suite d'un événement qui aurait été couvert au titre du présent contrat si l'assuré l'avait causé au lieu de le subir.

L'assureur ne prend pas en charge les amendes et les sommes de toute nature que l'assuré devrait en définitive payer ou remboursera à la partie adverse, les enquêtes pour identifier ou retrouver l'adversaire ainsi que les honoraires de résultat.

➡ Dispositions applicables en cas de mise en jeu de la garantie Défense Pénale et Recours

Déclaration

L'assuré doit déclarer à l'assureur tout événement susceptible d'entraîner la mise en jeu de la présente garantie préalablement à la saisine d'un avocat ou antérieurement à l'introduction de toute procédure.

Choix de l'avocat

L'assuré conserve la possibilité de choisir les avocats chargés de la représentation de ses intérêts.

Avec l'accord de l'assuré, l'assureur pourra toutefois saisir l'un de ses avocats habituels, notamment parmi ceux inscrits au barreau du tribunal compétent.

Si plusieurs assurés ont des intérêts identiques dans un même différend contre un même adversaire, un seul et même avocat pourra être saisi, avec l'accord des assurés concernés.

Dans la mesure du possible, l'assuré confiera la saisine de son avocat au Service Sinistres de son assureur, qui pourra négocier au préalable le montant de ses honoraires.

Direction du procès

Dans l'intérêt de chacun, une concertation étroite s'établira entre assuré, avocat et assureur, pour mise en commun des compétences, tant au stade des choix de la stratégie qu'à celui des moyens nécessaires à sa mise en œuvre.

L'assureur pourra, après concertation avec l'assuré, exercer toutes voies de recours au nom de l'assuré, y compris par pourvoi en cassation, et cela que l'intérêt pénal de l'assuré soit encore en jeu ou non.

Rémunération de l'avocat

Pour le cas où l'avocat désigné n'est pas un avocat habituel de l'assureur, ses honoraires seront pris en charge par ce dernier, dans la limite de ceux habituellement pratiqués par les avocats figurant sur ses listes, en considération de la nature et de la difficulté du dossier. Si les honoraires de l'avocat retenu

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 25 sur 29

excèdent cette limite, le dépassement sera pris en charge par l'assuré.

Si les honoraires de l'avocat choisi par l'assuré dépassent le plein de la garantie accordée, l'excèdent est à la charge de l'assuré.

A défaut de délégation d'honoraires consentie par l'assuré à l'avocat et permettant à celui-ci de s'adresser directement à l'assureur pour le paiement de ses frais et honoraires, l'assureur en remboursera le montant à l'assuré à concurrence du plein de garantie accordé.

La prise en charge des honoraires d'avocat par l'assureur s'entend Hors Taxes si l'assuré récupère la TVA.

L'assuré s'oblige à fournir à l'assureur tous les éléments et informations qui lui seraient demandés pour l'exercice de cette assistance.

IL EST FORMELLEMENT PRECISE QUE L'ASSUREUR SERA DECHARGE DE TOUTES OBLIGATIONS ENVERS L'ASSURE SI LES FAITS INVOQUES RESULTENT D'UNE FAUTE INTENTIONNELLE DE SA PART, D'UN ABUS DE DROIT OU DE TOUT FAIT PASSIBLE D'UNE SANCTION PENALE COMMIS INTENTIONNELLEMENT.

Il est également précisé :

- Que les présentes garanties n'interviendront qu'à titre complémentaire, dans le cas où l'assuré bénéficierait des mêmes garanties en vertu des contrats souscrits spécifiquement pour certains risques.
- Que les présentes garanties ne s'appliqueront qu'aux dommages, litiges ou réclamations dont l'assuré a eu connaissance après la date d'effet du présent contrat.

19.6.3.4 Règlement des indemnités

Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune clause (compromissoire) ou sentence arbitrale, aucune transaction, acceptée sans l'accord de l'assureur, ne lui est opposable.

Le règlement des indemnités, dans les limites fixées au contrat, est effectué au cours des quinze jours qui suivent soit l'accord des parties, soit la décision judiciaire exécutoire.

L'application de la franchise ne diminue pas le maximum du montant des garanties.

19.7 Exclusions

Les exclusions suivantes remplacent celles énoncées dans les Conditions Générales et doivent seules être prises en compte.

19.7.1 EXCLUSIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES GARANTIES RCMO

19.7.1.1 LES DOMMAGES PROVENANT DE LA FAUTE INTENTIONNELLE OU DOLOSIVE DES REPRESENTANTS LEGAUX DE L'ASSURE.

19.7.1.2 LES DOMMAGES MIS A LA CHARGE DE L'ASSURE, EN VERTU D'OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ACCEPTEES PAR LES REPRESENTANTS LEGAUX DE L'ASSURE ET EXCEDANT CELLES AUXQUELLES L'ASSURE SERAIT TENU EN VERTU DES DISPOSITIONS LEGALES OU REGLEMENTAIRES SUR LA RESPONSABILITE.

19.7.1.3 LES DOMMAGES CAUSES PAR LA GUERRE ETRANGERE, LA GUERRE CIVILE, LES ATTENTATS, LES ACTES DE TERRORISME OU DE SABOTAGE, LES EMEUTES, LES MOUVEMENTS POPULAIRES, LES GREVES OU LOCK-OUT (IL APPARTIENT A L'ASSUREUR DE PROUVER QUE LE SINISTRE RESULTE DE CET EVENEMENT).

19.7.1.4 LES DOMMAGES SUBIS PAR L'OUVRAGE OBJET DU MARCHE DE L'ASSURE, Y COMPRIS LES FRAIS ENGAGES POUR METTRE LES TRAVAUX EN CONFORMITE, POUR LES RECTIFIER, LES REFAIRE, LES MODIFIER, LES AMELIORER.

19.7.1.5 LES PERTES OU DOMMAGES SUBIS PAR :

- **LES MATERIELS, OUTILLAGES, EQUIPEMENTS ET ENGINS DE CHANTIER, DE MANUTENTION OU DE LEVAGE.**

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 26 sur 29

- LES PROTECTIONS ET MATERIELS DE CHANTIER (BARAQUEMENTS, BUREAUX INSTALLES POUR LA REALISATION DU CHANTIER).
- LES OUVRAGES EXISTANTS.

19.7.1.6 LA RESPONSABILITE PROPRE DES INTERVENANTS DANS LES OPERATIONS DE CONSTRUCTION (ENTREPRISES, ARCHITECTES, BUREAU D'ETUDES, SOUS-TRAITANTS, FOURNISSEURS), ETANT PRECISE QUE LA RESPONSABILITE CIVILE DE L'ASSURE DU FAIT DE CES DERNIERES EST NORMALEMENT GARANTIE PAR LE PRESENT CONTRAT ET QUE L'ASSUREUR SUBROGE CONSERVE TOUT RECOURS CONTRE LESDITS INTERVENANTS ET LEURS ASSUREURS.

19.7.1.7 LES CONSEQUENCES DU RETARD OU D'UNE ABSENCE DE LIVRAISON DES TRAVAUX.

19.7.1.8 LES DOMMAGES RESULTANT DE FAÇON INELUCTABLE ET PREVISIBLE :

- SOIT DES MODALITES D'EXECUTION D'UN TRAVAIL OU SERVICE TELLES QU'ELLES ONT ETE PRESCRITES PAR LES REPRESENTANTS LEGAUX DE L'ASSURE ;
- SOIT D'UN VICE APPARENT D'UN BIEN OU D'UN PRODUIT CONNU AVANT LIVRAISON PAR L'ASSURE ;
- SOIT DU FAIT CONSCIENT ET INTERESSE DES REPRESENTANTS LEGAUX DE L'ASSURE ET QUI, PAR SES CARACTERISTIQUES, FERAIT PERDRE A L'EVENEMENT A L'ORIGINE DU SINISTRE SON CARACTERE ALEATOIRE.

19.7.1.9 LES DOMMAGES CAUSES AUX BIENS DONT L'ASSURE A LA PROPRIETE, LA GARDE OU L'USAGE,

19.7.1.10 LES DOMMAGES MATERIELS ET IMMATERIELS CAUSES PAR UN INCENDIE, UNE EXPLOSION SURVENUS DANS UN LOCAL APPARTENANT A L'ASSURE ET/OU OCCUPE PAR LUI OU TOUTE PERSONNE DONT IL EST CIVILEMENT RESPONSABLE.

19.7.1.11 LES DOMMAGES RESULTANT DES TROUBLES DE VOISINAGE :

- SE PRODUISANT INEVITABLEMENT PENDANT LES TRAVAUX RELATIFS A L'OPERATION DE CONSTRUCTION (TELS QUE BRUITS, ODEURS, FUMEEES, POUSSIERS, VIBRATIONS, GENE APORTEES AUX VOIES DE CIRCULATION OU AUX RIVERAINS).
- OU DUS A L'EXISTENCE MEME DE L'OPERATION DE CONSTRUCTION EN RAISON DE SA DIMENSION OU DE SA STRUCTURE (TELS QUE PERTES D'ENSOLEILLEMENT, BROUILLAGE DES EMISSIONS DE RADIOTELEVISION, MAUVAIS TIRAGE DES CHEMINEES VOISINES, INCONVENIENTS DE SERVITUDE DE PASSAGE).

19.7.1.12 LES DOMMAGES CAUSES DIRECTEMENT PAR LES TREMBLEMENTS DE TERRE, RAZ-DE-MAREE, ERUPTIONS DE VOLCANS OU AUTRES CATACLYSMES NATURELS.

LES DOMMAGES, RESULTANT DE CES SINISTRES CAUSES PAR LA PRESENCE OU LE MAUVAIS FONCTIONNEMENT D'UN OUVRAGE PUBLIC, RESTENT GARANTIS.

19.7.1.13 SAUF EXTENSIONS DE GARANTIE PREVUES A L'ARTICLE 3.2, LES CONSEQUENCES D'UNE ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT :

- NON ACCIDENTELLE.
- OU PROVENANT D'UN SITE SOUMIS A AUTORISATION ET QUE L'ASSURE EXPLOITE
- OU PROVENANT DU MAUVAIS ETAT, DE L'INSUFFISANCE OU DE L'ENTRETIEN DEFECTUEUX DES INSTALLATIONS DES LORS DE CEUX-CI ETAIENT CONNUS DE L'ASSURE OU NE POUVAIT ETRE IGNORE PAR CELUI-CI AVANT LA REALISATION DES DOMMAGES.

19.7.1.14 LES DOMMAGES RESULTANT DE L'APPLICATION DES ARTICLES 1792 ET SUIVANTS

19.7.1.15 LES DOMMAGES IMMATERIELS NON CONSECUTIFS RESULTANT :

- D'OPERATIONS DE TRANSACTION OU DE GESTION IMMOBILIERES REALISEES PAR L'ASSURE ET RELEVANT DE L'ASSURANCE OBLIGATOIRE PREVUE PAR LES LOIS N°70-9 DU 2 JANVIER 1970 ET 94-624 DU 21 JUILLET 1994 ET LEURS TEXTES D'APPLICATION.

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 27 sur 29

- DONT SONT RESPONSABLES, DANS LE CADRE DE LEURS FONCTIONS, LES MANDATAIRES SOCIAUX, LES ADMINISTRATEURS, LES DIRIGEANTS DE FAIT OU DE DROIT DES ORGANISMES AYANT LA QUALITE D'ASSURE
- DE LA DIVULGATION DE SECRET PROFESSIONNEL, DE PUBLICITE MENSONGERE, DE CONCURRENCE DELOYALE, D'ATTEINTE AUX DROITS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE, LITTERAIRE OU ARTISTIQUE.

19.7.1.19 LES REDEVANCES, AMENDES, PENALITES CONTRACTUELLES, PENALITES DE RETARD.

19.7.1.17 LES DOMMAGES CAUSES PAR LES VEHICULES A MOTEUR RELEVANT DE L'OBLIGATION D'ASSURANCE AUTOMOBILE PREVUE A L'ARTICLE L. 211-1 DU CODE DES ASSURANCES.

19.7.1.18 LES DOMMAGES CAUSES PAR LES ENGINS AERIENS, LES CHEMINS DE FER, FUNICULAIRES OU A CREMAILLERE, TELEPHERIQUES, REMONTE-PENTES OU ENGINS DE REMONTEES MECANQUES PASSIBLES DE CONTRATS D'ASSURANCES EN APPLICATION DE LA LOI N° 63-708 DU 18 JUILLET 1963.

19.7.1.19 LES DOMMAGES RESULTANT DE LA PRODUCTION DE CHAMPS ELECTRIQUES OU MAGNETIQUES, OU DE RAYONNEMENTS ELECTROMAGNETIQUES.

19.7.1.20 LES DOMMAGES OU L'AGGRAVATION DES DOMMAGES CAUSES PAR :

- **TOUT COMBUSTIBLE NUCLEAIRE, PRODUIT OU DECHET RADIOACTIF OU TOUTE AUTRE SOURCE DE RAYONNEMENTS IONISANTS SI LES DOMMAGES OU L'AGGRAVATION DES DOMMAGES :**
 - **FRAPPENT DIRECTEMENT UNE INSTALLATION NUCLEAIRE**
 - **ENGAGEMENT LA RESPONSABILITE EXCLUSIVE D'UN EXPLOITANT D'INSTALLATION NUCLEAIRE**
 - **TROUVENT LEUR ORIGINE DANS LA FOURNITURE DE BIENS OU DE SERVICES CONCERNANT UNE INSTALLATION NUCLEAIRE**
- **TOUTE SOURCE DE RAYONNEMENTS IONISANTS DESTINEE A ETRE UTILISEE HORS D'UNE INSTALLATION NUCLEAIRE A DES FINS INDUSTRIELLES, COMMERCIALES, AGRICOLES, SCIENTIFIQUES OU MEDICALES.**

TOUTEFOIS, CETTE DISPOSITION NE S'APPLIQUE PAS AUX DOMMAGES OU AGGRAVATIONS DE DOMMAGES CAUSES PAR DES SOURCES DE RAYONNEMENTS IONISANTS (RADIONUCLEIDES OU APPAREILS GENERATEURS DE RAYON X) UTILISEES A DES FINS INDUSTRIELLES OU MEDICALES LORSQUE L'ACTIVITE :

- **MET EN ŒUVRE DES SUBSTANCES RADIOACTIVES N'ENTRAINANT PAS UN REGIME D'AUTORISATION DANS LE CADRE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ARTICLE R. 511-9 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)**
- **NE RELEVE PAS D'UN REGIME D'AUTORISATION AU TITRE DE LA REGLEMENTATION RELATIVE A LA PREVENTION DES RISQUES SANITAIRES LIES A L'ENVIRONNEMENT ET AU TRAVAIL (ARTICLE R. 1333-23 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE)**
- **DES ARMES OU ENGINS DESTINES A EXPLOSER PAR MODIFICATION DE STRUCTURE DU NOYAU DE L'ATOME.**

19.7.1.21 LES DOMMAGES CAUSES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR :

- **L'AMIANTE,**
- **LE PLOMB,**
- **LES MOISSISSURES TOXIQUES,**
- **LES POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS SUIVANTS : ALDRINE, CHLORDANE, DDT, DIOXINES, DIELDRINE, ENDRINE, FURANE, HEPTACHLORE, HEXACHLOROBENZENE, MIREX, POLYCHLOROBIPHENYLES, TOXAPHENE,**
- **LE FORMALDEHYDE,**
- **LE METHYLERTIOBUTYLETHER**

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 28 sur 29

- 19.7.1.22 LES DOMMAGES RESULTANT :**
- DE L'UTILISATION ET DE LA DISSEMINATION D'ORGANISMES GENETIQUEMENT MODIFIES
 - D'ENCEPHALOPATHIE SPONGIFORME SUBAIGUË TRANSMISSIBLE

- 19.7.1.23 LES RECOURS INTENTES CONTRE L'ASSURE :**
- PAR LA SECURITE SOCIALE OU TOUT AUTRE ORGANISME FRANÇAIS DE PROTECTION SOCIALE.
 - PAR UN EMPLOYEUR AYANT PLACE TEMPORAIREMENT UN SALARIE QUI LUI EST LIE PAR UN CONTRAT DE TRAVAIL SOUS LES ORDRES DE L'ASSURE,
- EN CAS DE FAUTE INEXCUSABLE POUVANT ETRE COMMISE PAR L'ASSURE (ARTICLE L. 452-1 A L. 452-4 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE OU EQUIVALENT).**

- 19.7.1.24 LES DOMMAGES QUI RESULTENT DE LA GESTION SOCIALE DE L'ASSURE VIS-A-VIS DE SES PREPOSES, EX-PREPOSES, CANDIDATS A L'EMBAUCHE ET PARTENAIRES SOCIAUX.**

19.7.2 EXCLUSIONS SPECIFIQUES A LA GARANTIE ATTEINTE ACCIDENTELLE A L'ENVIRONNEMENT :

- 19.7.2.1 LES DOMMAGES RESULTANT D'UN DEFAUT D'ENTRETIEN CARACTERISE CONNU DES REPRESENTANTS LEGAUX DE L'ASSURE.**

- 19.7.2.2 LES REDEVANCES MISES A LA CHARGE DE L'ASSURE EN APPLICATION DES LOIS ET REGLEMENTS EN VIGUEUR AU MOMENT DU SINISTRE, MEME SI CES REDEVANCES SONT DESTINEES A REMEDIER A UNE SITUATION CONSECUTIVE A DES DOMMAGES DONNANT LIEU A GARANTIE.**

- 19.7.2.3 LES DOMMAGES RESULTANT DE L'UTILISATION OU DE LA DISSEMINATION D'ORGANISMES GENETIQUEMENT MODIFIES.**

- 19.7.2.4 LES DOMMAGES D'ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT DU FAIT D'UNE INSTALLATION CLASSEE, REGIE PAR LES ARTICLES L. 214-1 ET L. 511-1 ET SUIVANTS DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT ET SOUMISE A AUTORISATION PREFECTORALE, DONT L'ASSURE SERAIT RESPONSABLE EN SA QUALITE DE PROPRIETAIRE EXPLOITANT OU NON EXPLOITANT D'UNE TELLE INSTALLATION.**

- 19.7.2.5 LES DOMMAGES CAUSES PAR LES DECHARGES DE DECHETS NON AUTORISEES (DECHARGES SAUVAGES).**

- 19.7.2.6 LES DOMMAGES SUBIS PAR LES ELEMENTS NATURELS TELS QUE L'AIR, L'EAU, LE SOL, LA FAUNE, LA FLORE DONT L'USAGE EST COMMUN A TOUS, AINSI QUE LES PREJUDICES D'ORDRE ESTHETIQUE OU D'AGREMENT QUI S'Y RATTACHENT.**

19.7.3 AU TITRE DE L'EXTENSION DE GARANTIE OBJETS CONFIES :

- * LES DOMMAGES ET MALFAÇONS AFFECTANT LES TRAVAUX ET OUVRAGES EXECUTES PAR L'ASSURE OU POUR SON COMPTE, LES PRODUITS FABRIQUES PAR L'ASSURE OU POUR SON COMPTE, AINSI QUE LES PRODUITS, MARCHANDISES, MATERIAUX Y INCORPORES ET SURVENUS PENDANT L'EXECUTION DU MARCHE EN VERTU DUQUEL ONT ETE EXECUTES CES TRAVAUX ET OUVRAGES OU FABRIQUES CES PRODUITS.
- * LES DOMMAGES SUBIS, AVANT LEUR DELIVRANCE, PAR LES BIENS DONT L'ASSURE A CEDE LA PROPRIETE.
- * LES DOMMAGES CAUSES AUX BIENS DETENUS PAR L'ASSURE EN VERTU D'UN CONTRAT DE CREDIT-BAIL OU DE LOCATION.
- * LES DOMMAGES CAUSES AUX BIENS CONFIES A L'ASSURE EN VUE DE LA VENTE OU DE LA LOCATION.
- * LES DOMMAGES CAUSES AUX BIENS CONFIES PAR UN INCENDIE OU UNE EXPLOSION AYANT PRIS NAISSANCE OU SURVENU DANS LES LOCAUX DONT L'ASSURE EST PROPRIETAIRE, LOCATAIRE OU OCCUPANT.
- * LES DOMMAGES AUX BIENS UTILISES COMME OUTILS PAR L'ASSURE.
- * LES DOMMAGES SUBIS PAR LES BIENS EN COURS DE TRANSPORT.

AP-HP	Consultation n°25-118	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	Page 29 sur 29